

## FERMETURE DES STRUCTURES HÔTELIÈRES POUR RÉNOVATION

Ghoul promet la préservation  
des postes d'emploi

**Le département du tourisme s'est engagé à préserver les postes d'emploi des travailleurs issus des entreprises hôtelières appelées à fermer leurs portes en vue de leur restauration. Pour cela, une convention a été signée, hier, entre le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du tourisme et commerce (UGTA) et le président du holding en charge du secteur, en l'occurrence le HTT.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La cérémonie de signature a été paraphée entre les deux parties en présence du SG de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd et le ministre du secteur M. Amar Ghoul.

D'une manière générale, la convention signée entre les deux parties le 13 avril dernier stipule notamment «la préservation des postes d'emploi des travailleurs des structures concernées en les faisant bénéficier de formation et de mises à niveau durant toute la

période de rénovation de leurs structures, ou encore l'octroi d'une prime pour les travailleurs voulant partir à la retraite».

Pour rappel, Amar Ghoul avait annoncé à la fin 2015 que tous les établissements touristiques du pays seront concernés par des travaux de mise à niveau.

Par ailleurs, outre la mise à niveau des hôtels en exploitation, le ministre a indiqué que l'offre hôtelière à Alger doit atteindre, à terme, les 50 000 lits au lieu de 20 000 lits actuellement. Il a expli-



Ghoul préconise d'atteindre les normes internationales.

qué qu'il faut d'abord réaliser des infrastructures répondant aux normes internationales, tout en formant les employés et les managers afin de bien gérer ces structures, ce qu'il a considéré

comme la deuxième exigence. Il a, ensuite, indiqué que l'autre condition sur laquelle repose le développement du tourisme en Algérie est l'offre d'un service de haut niveau afin de satisfaire le client, ainsi que l'effort de vulgarisation des espaces touristiques, tout en veillant à l'exploitation des produits locaux disponibles.

Le ministre du Tourisme dira que la priorité du secteur est d'encourager, d'accompagner et de mettre en avant le produit algérien et l'entreprise nationale tout en appelant les entreprises locales à élever le niveau de la qualité de leur produit et du service proposé afin d'égaler les normes internationales. L'investissement dans la filière touristique privée englobe, à lui seul fin 2015, 55 projets en cours de réalisation.

A. B.

## BOUCHOUAREB L'A ANNONCÉ À ABOU DHABI

Le nouveau code de l'investissement  
avant fin juin prochain

**Le projet de code de l'investissement, dont le texte est en cours d'examen par l'Assemblée populaire nationale (APN), devra aboutir avant juin prochain, a indiqué, hier à Abu Dhabi, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb.**

«Le gouvernement algérien a accéléré, durant ces deux dernières années, les réformes économiques pour booster l'économie, dont le nouveau code de l'investissement et de nouvelles mesures pour attirer les investissements, qui devront aboutir durant le premier semestre 2016», a-t-il affirmé lors de l'ouverture du premier forum d'affaires algéro-émirati tenu hier à Abu Dhabi.

Cette refonte du cadre juridique régissant l'investissement en Algérie s'inscrit, a rappelé M. Bouchouareb, dans le cadre de la politique du gouvernement à diversifier l'économie nationale dans une logique d'import-substitution.

Le ministre avait présenté, début avril en cours, le projet de révision de la loi sur l'investissement devant la Commission des affaires économiques de l'APN, rappelle-t-on.

En plus de ce projet, des textes devront être promulgués qui porteront sur les modalités d'application de certaines mesures ne pouvant être incluses dans ce code telles des dispositions des lois de finances ou des recommandations du Doing Business pour améliorer le climat des affaires, explique-t-on.

A titre d'exemple, il s'agit d'introduire des dispositions facilitant le financement des PME, de stimuler leur compétitivité, de développer l'activité de la sous-traitance et d'adapter les politiques de la formation professionnelle.

Annoncé depuis l'été 2014, le projet de code de l'investisse-

ment devra apporter plusieurs facilitations pour encourager l'industrie nationale en améliorant le climat des affaires.

Il portera sur quatre volets essentiels: simplification des procédures, adéquation entre le système d'incitations et la politique

économique, ajustement du cadre de régulation des Investissements directs étrangers (IDE) et révision du statut et des missions de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) laquelle devra jouer le rôle d'accompagnateur à l'investissement.

L'actuelle loi sur l'investissement a été promulguée en 2001 et a été modifiée une douzaine de fois.

APS

## CÉRÉALES

## Des pluies en avril seront décisives pour sauver la campagne 2016

**Des précipitations en avril sont décisives pour sauver la campagne céréalière 2016 et rattraper le déficit en pluies enregistré en hiver, alors que la récolte est déjà compromise pour le blé à l'ouest, a indiqué à l'APS le directeur général de l'Office interprofessionnel des céréales (OaIC), Mohamed Belabdi.**

Les pluies tombées en mars ont rendu espoir aux agriculteurs après une sécheresse exceptionnelle qui a touché notamment la région ouest où il n'a pas plu durant décembre et janvier derniers, estime-t-il.

«Mais le mois d'avril sera décisif pour la campagne. S'il pleut, l'année céréalière sera sauvée», souhaite le même responsable.

«Depuis 1993, nous n'avons pas vu une année où il n'a pas plu pendant deux mois d'hiver successifs. L'hiver a été sec, surtout pour le blé dur connu pour son exigence en froid qui lui permet de développer son système racinaire afin d'absorber le maximum d'eau et d'éléments minéraux nécessaires pour donner un bon rendement», explique M. Belabdi qui est également ingénieur agronome.

Mais des pluies en avril vont aider à rattraper le déficit, parce que le système racinaire de la plante n'est pas aussi développé pour résister davantage, selon lui. Quant aux résultats attendus de cette campagne céréalière, M. Belabdi prédit que l'année devrait être «bonne»

à l'est et au centre du pays, tandis que les rendements devraient être «moyens» pour l'orge à l'ouest. Les chiffres prévisionnels du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, élaborés dans le cadre du quinquennat 2015-2019, tablent sur une production de 61 millions de quintaux. La production céréalière avait atteint 40 millions de quintaux lors de la campagne 2014-2015, en hausse de 14,3% par rapport à celle d'avant. La sécheresse qui a sévi ces trois dernières années s'est répercutée sur la récolte céréalière vu sa forte dépendance des pluies. Si à l'est et au centre du pays, les céréaliculteurs ont été «plus chanceux» d'enregistrer des précipitations en janvier, ceux de l'ouest l'ont été beaucoup moins étant donné le stress hydrique qui y a été plus sévère.

A l'ouest, dans les zones au sol pauvre, c'est-à-dire très faible du point de vue graduant de fertilité et de précipitations, «les agriculteurs se sont aventurés à semer les blés dur et tendre, alors que ce sont des variétés qui demandent beaucoup d'eau, un itinéraire technique adéquat et une bonne fertilisation», avance le premier responsable de l'OaIC.

Attirés par des prix de cession de blé plus rémunérateurs, les agriculteurs ont pris des risques en s'attendant à une année meilleure en pluviométrie pour en tirer profit: «Et voilà les conséquences», regrette M. Belabdi.

Il note, néanmoins, que les agriculteurs ayant opté pour l'orge ont pu sauver leur récolte en dépit de la sécheresse, et ce, grâce aux dernières pluies de mars. Pour encourager la pro-



Photo : Samir Sid

duction des céréales et réduire les importations, l'Etat avait décidé, en 2009, de fixer les prix d'achat des blés auprès des agriculteurs à un niveau plus élevé que ceux du marché international. Ainsi, le prix du quintal que les agriculteurs livrent à l'OaIC est de 4 500 DA pour le blé dur, de 3 500 DA pour le blé tendre et de 2 500 DA pour l'orge.

Mais l'OaIC, qui fournit la semence et les intrants aux agriculteurs, compte exiger, dorénavant, des producteurs dans les zones ne disposant pas de ressources hydriques, de semer uniquement de l'orge. «A partir de la campagne à venir, nous allons obliger les agriculteurs, en contrepartie de la semence, d'opter pour l'orge. D'autant plus qu'historiquement, ce sont des zones à orge, et nous avons des variétés rustiques qui résistent à la sécheresse et donnent des rendements appréciables», avance-t-il.

La sécheresse, qui s'annonçait sévère en novembre dernier, a poussé cet office, principal importateur des céréales du pays, à anticiper ses achats sur le marché international profitant des prix en baisse, et ce, afin d'augmenter les stocks en blé tendre et de parer à tout déficit.

L'office a effectué ses achats de blé tendre à moins de 180 dollars la tonne, l'orge à moins de 175 dollars/t et le blé dur à moins de 300 dollars/t. Ainsi, le volume des importations des céréales a enregistré une hausse de 1,82% lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015, alors que la facture a baissé de 20% à la même période de comparaison.

APS